

Questions orales

L'hon. Jean Corbeil (ministre des Transports): Monsieur le Président, un des outils majeurs pour renforcer l'économie de Montréal est le projet de loi C-91 qui est actuellement devant cette Chambre.

Le Parti libéral, en 1987, s'est acharné contre le projet de loi C-22. Mais depuis qu'il a été adopté par cette Chambre, grâce à ce parti, des emplois de qualité ont été créés à Montréal. C'est ce que nous tentons de continuer à faire. Mais ce que l'on voit actuellement, c'est le Parti libéral qui, de nouveau, s'oppose au projet de loi C-91.

L'hon. Jean Chrétien (chef de l'opposition): Monsieur le Président, c'est la première fois que je vois un ministre se lever avec un sourire et se vanter qu'il y ait 18 p. 100 de chômage dans une ville comme la ville de Montréal! Les Montréalais s'en rappelleront en temps et lieu, lorsque le gouvernement aura le courage de déclencher des élections.

[Traduction]

Je voudrais poser une question au ministre des Finances.

Aujourd'hui, comme chaque jour depuis déjà quelque temps, nous avons eu notre quota de mauvaises nouvelles—10 000 pertes d'emplois au CN, 4 000 à Saint-Catharines au cours des six derniers mois, 3 000 chez Dofasco à Hamilton, 500 chez Pratt et Whitney à Montréal.

Dans l'exposé économique que le ministre a fait mercredi dernier, il n'y avait pas de prévisions du niveau de chômage pour 1993 et 1994. Le ministre pourrait-il nous expliquer pourquoi il n'a pas osé prédire un niveau de chômage pour l'an prochain? Devons-nous conclure de l'imprécision du ministre que le gouvernement sera heureux d'avoir, en 1993, le même nombre de chômeurs qu'en 1992, c'est-à-dire 1,7 million?

• (1420)

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Monsieur le Président, nous disions dans l'exposé économique que nous nous attendions à une croissance de l'ordre de 2,5 p. 100 en 1993 et que nous espérions la création de 300 000 nouveaux emplois.

M. Ferguson: Quelles sont vos prévisions?

M. Chrétien: Déclenchez des élections.

M. Mazankowski: Je rappelle au député que l'emploi a augmenté au cours de six des sept derniers mois. Plus de 80 000 nouveaux emplois ont été créés, plus de 104 000 emplois permanents ont été créés depuis le mois d'août.

Je pense que les initiatives qui ont été prises dans le cadre du plan économique qui propose d'investir dans la croissance, les ressources humaines et la petite entreprise, notamment en encourageant le remplacement des biens d'équipement, et du matériel de haute technologie, ainsi que la formation et le recyclage, en plus de promouvoir l'amélioration des infrastructures et beaucoup d'autres choses, permettront d'atteindre et peut-être de dépasser les 2,5 p. 100 de croissance que nous prévoyons.

L'hon. Jean Chrétien (chef de l'opposition): Monsieur le Président, je trouve drôle que le ministre des Finances ait le culot de faire des prédictions sur la croissance économique. Il y a six mois, il a pris la parole à la Chambre et a dit que les recettes atteindraient tel montant. Depuis ce jour, on le connaît sous le nom de l'homme de 8 milliards de dollars qui s'est trompé de 8 milliards au cours d'une période de six mois.

Est-ce pour cette raison qu'il ne sait pas où il s'en va et qu'il n'ose pas donner aux Canadiens les prévisions du chômage pour 1993?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Monsieur le Président, 300 000 emplois est un chiffre assez précis. Si les députés d'en face se décidaient à appuyer le gouvernement sur un certain nombre d'initiatives comme le projet de loi C-91, beaucoup d'autres emplois seraient créés.

* * *

L'EMPLOI

L'hon. Herb Gray (Windsor-Ouest): Monsieur le Président, j'ai une question à poser au ministre de l'Industrie. Nous avons été inquiets d'apprendre aujourd'hui que 1 200 personnes perdront leur emploi lorsque le rééquipement de l'usine de boîtes de vitesse de la General Motors à Windsor sera terminé, dans deux ou trois ans.

Que fera tout de suite le gouvernement pour s'assurer que ces personnes ont des emplois au lieu de faire face au chômage et à des mises à pied pour des périodes indéterminées? Quelle réponse le gouvernement a-t-il à nous donner aujourd'hui?

L'hon. Michael Wilson (ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, nous devrions situer les choses dans leur contexte. Je crois que le député a tout compris de travers. Il y aura 400 travailleurs de moins et non pas 1 200. Pendant qu'ils seront temporairement mis à pied, ces travailleurs recevront 95 p. 100 de leur